**Deuxième session de 2008
Genève, 7-11 avril 2008
Point 6 de l'ordre du jour
Munitions en grappe**

**PROPOSITION CONCERNANT LES TRANSFERTS
DE MUNITIONS EN GRAPPE**

Soumis par Israël

1. Compte tenu des effets néfastes et déstabilisants que les transferts d'armes au profit de terroristes ont sur les États et les régions, Israël attache une importance cruciale à la prévention de ces transferts et estime que tous les efforts doivent être faits pour y mettre fin. Cela est manifestement vrai en ce qui concerne les munitions en grappe, car les récents conflits ont démontré que les terroristes étaient tout à fait capables d'acquérir et de faire fonctionner de telles munitions. Il convient de noter que ce phénomène se produit malheureusement parce que certains États souhaitent armer les terroristes, notamment en leur fournissant des munitions en grappe, ou ferment les yeux sur ces transferts lorsqu'ils se déroulent sur leur territoire.
2. Afin de promouvoir la résolution de cet urgent problème, Israël soumet une proposition visant à inclure dans un éventuel futur traité sur les munitions en grappe une interdiction claire des transferts de ces munitions au profit de terroristes. Suivant notre proposition, les États seront tenus de ne pas transférer ni autoriser le transfert de ces armes à des destinataires autres qu'un État ou un organisme d'État qui soit habilité à en recevoir, et les transferts seront soumis à la délivrance d'un certificat de destination finale. Les États seront par ailleurs tenus d'empêcher les transferts non autorisés de munitions en grappe en tout lieu placé sous leur juridiction ou leur contrôle.
3. Notre proposition vise à traiter les cas où des États participent activement au transfert de munitions en grappe à des terroristes et les cas où de tels transferts sont réalisés par des acteurs non habilités sur le territoire des États en question.
4. Il faut souligner que cette notion n'est pas nouvelle dans le contexte de la Convention sur certaines armes classiques. En effet, l'article 8 du Protocole II modifié annexé à ladite convention énonce très clairement l'obligation faite aux États parties de ne pas transférer de mines antipersonnel à un destinataire autre qu'un État ou un organisme d'État qui soit habilité à en recevoir.

5. Cette notion a également été examinée dans le cadre des négociations sur les mines antivéhicules et a été reflétée dans la déclaration adoptée par 27 États, dont Israël, le 16 novembre 2006 (CCW/CONF.III/WP.16).
6. Nous proposons donc la formulation ci-après concernant la question de la prévention des transferts à des terroristes:
- «Afin d'œuvrer à la réalisation des objectifs du présent Protocole, chaque Haute Partie contractante:
- a) S'engage à ne pas transférer ou autoriser le transfert de munitions et de sous-munitions:
- i) À un destinataire autre qu'un État ou un organisme public habilité à en recevoir; et
- ii) En l'absence d'un certificat de destination délivré par le destinataire;
- b) S'engage à empêcher les transferts de munitions en grappe et de sous-munitions à partir de lieux placés sous sa juridiction ou sous son contrôle.»
7. Israël reste disposé à examiner cette question avec les autres États membres.